

Convention collective

IDCC : 9541. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE**
(Meurthe-et-Moselle)
(29 avril 1977)

(Étendue par arrêté du 26 décembre 1977,
Journal officiel du 14 février 1978)

AVENANT N° 89 DU 6 JUILLET 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JUILLET 2017

NOR : AGRS1797252M
IDCC : 9541

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Meurthe-et-Moselle
Entrepreneurs des territoires de Lorraine
Fédération départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle

D'une part, et

Union régionale des syndicats CFTC
Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Lorraine
Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe II de la convention collective sont remplacées par les suivantes :

« Rappelant que :

- le Smic est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois ;
- aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs ;
- le Smic horaire est fixé à 9,76 € depuis le 1^{er} janvier 2017,

les salaires horaires et mensuels minimaux sont fixés comme suit :

Ouvriers et employés

(En euros.)

CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE		SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Niveau	Échelon		
I	1	9,76	1 480,30

CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE		SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Niveau	Échelon		
II	2	9,79	1 484,85
	1	9,91	1 503,05
III	2	9,98	1 513,67
	1	10,10	1 531,87
IV	2	10,21	1 548,55
	1	10,62	1 610,74
	2	10,92	1 656,24

Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE		SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Niveau	Échelon		
I	1. Technicien I	11,15	1 691,12
	2. Agent de maîtrise et technicien	11,56	1 753,31
II	Agent de maîtrise et technicien	12,90	1 956,54

Cadres

(En euros.)

CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE		SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Niveau	Échelon		
I	1	13,21	2 003,56
	2	14,37	2 179,50
II	–	17,55	2 661,81

Les rémunérations à la tâche des salariés occupés à la récolte et au traitement des fruits sont fixées comme suit :

CHAPITRE I^{ER}

BASE DE CALCUL

Base de calcul : taux horaire du niveau I, échelon 1 + indemnité de congés payés de 10 %, soit, au 1^{er} janvier 2017 : 9,76 € + 0,98 € = 10,74 €.

CHAPITRE II

NORMES DE CUEILLETTE ET DE RÉCOLTE PAR PRODUIT

(En euros.)

	PRIX À LA CAISSE (caisse = 100 kg)
Mirabelles cueillies : 32 kg par heure	33,56
Mirabelles ramassées et triées : 60 kg par heure	17,90

	PRIX À LA CAISSE (caisse = 100 kg)
Mirabelles tout-venant : 90 kg par heure	11,93
Mirabelles cueillies sur verger piéton	Gré à gré
Quetsches cueillies : 64 kg par heure	16,78
Quetsches ramassées et triées : 80 kg par heure	13,43
Quetsches tout-venant : 110 kg par heure	9,76
Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes :	
Première et dernière semaines de cueillette : 10 kg par heure	107,40
Autres semaines : 15 kg par heure	71,60
Pommiers : < 3 mètres : 130 kg par heure	8,26
> 3 mètres : 110 kg par heure	9,76
Poiriers : < 3 mètres : 150 kg par heure	7,16
> 3 mètres : 130 kg par heure	8,26
Framboises de plein air en barquettes : 3,5 kg par heure	306,86
Cerises douces : > 3 mètres : 12 kg par heure	89,50
< 3 mètres : 15 kg par heure	71,60
Cerises acides : 9 kg par heure	119,33
Myrtilles : 5,5 kg par heure	195,27

Les modalités de rémunération doivent être indiquées dans le contrat de travail écrit.

Un barème devra être remis au salarié lors de l'embauche, lorsqu'il est rémunéré à la tâche.

CHAPITRE III

PESÉE

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} juillet 2017.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité départementale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Grand Est, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant la signature.

Fait à Laxou, le 6 juillet 2017.

(Suivent les signatures.)